

# L'ÉDITO

Bernard Demonty

## CRISE : L'ENLÈVEMENT SALIRA TOUTE LA CLASSE POLITIQUE

**L**es gouvernements, ils ont sauté ou pas ? Le PS, il est toujours là ou pas ? Nous ne sommes pas omniscients, mais notre petit doigt nous dit que ces questions, beaucoup se les posent légitimement après trois semaines de crise. Car hors les spécialistes, bien malin celui qui pourra comprendre ce qui se passe depuis trois semaines dans le Landerneau.

Résumé des 21 jours écoulés. Le CDH ne veut plus gouverner avec le PS, « dont la conscience sociale s'est perdue dans une course au fric hallucinante ». Le PS ne digère pas son éviction par un parti « auteur de la meilleure blague de l'été en se faisant passer pour un modèle de gouvernance. » Ecolo et Défi refusent de parler de nouvelles majorités tant que le sud du pays (et même le nord, s'agissant de Défi), n'a pas fait un bond en

avant significatif en matière éthique. Et le MR attend impatiemment que ce petit monde (sauf le PS bien sûr) s'accorde sur

la gouvernance pour passer à la suite : négocier les réformes socio-économiques et placer les libéraux sur le trône. Pendant ce temps, les gouvernements des entités fédérées tournent au petit bonheur la chance.

**Ce qui compte, c'est de mettre en place au plus vite les nouvelles majorités**

On glosera inutilement en se demandant si Benoît Lutgen a fait la gaffe de sa vie en décidant de lâcher les socialistes. Si le PS est à ce point devenu infréquentable qu'il mérite cette correction. Laissons l'eau couler sous les ponts, ce débat n'est pas mûr, brouillé par les invectives réciproques et une situation à l'issue encore incertaine.

Ce qui compte à présent, c'est de mettre en place au plus vite les nouvelles majorités. Parce qu'après trois semaines, l'excuse du coup qu'on n'avait pas vu venir, le « c'est la faute au CDH, je n'ai rien demandé » ne tient plus. C'est désormais l'ensemble de la classe politique francophone qui

doit se sentir responsable de ses entités fédérées.

Parce que le spectacle qui se dessine à présent, aux yeux de beaucoup, c'est une immense foire d'empoigne à laquelle personne ne comprend plus rien. Et cette impression, dangereuse et erronée mais montante, que, comme en 2010-2011, tout fonctionne finalement très bien sans gouvernement. Sans parler de l'étonnement qui monte, en Flandre, de voir les transferts financiers se poursuivre vers des régions francophones en pilotage automatique. Il faut un gouvernement wallon, il faut un gouvernement bruxellois pour poursuivre le redressement d'entités que la loi de financement va prochainement priver de fonds. Il faut un gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour appliquer l'une des rares réformes de l'enseignement avec une assise populaire large. C'est l'affaire de tous. Ceux qui privilégieront la stratégie, la guerre d'ego, ou les exigences irréalistes à la gestion responsable seront les vrais coupables d'un chaos qui salira, finalement, toute la classe politique.